

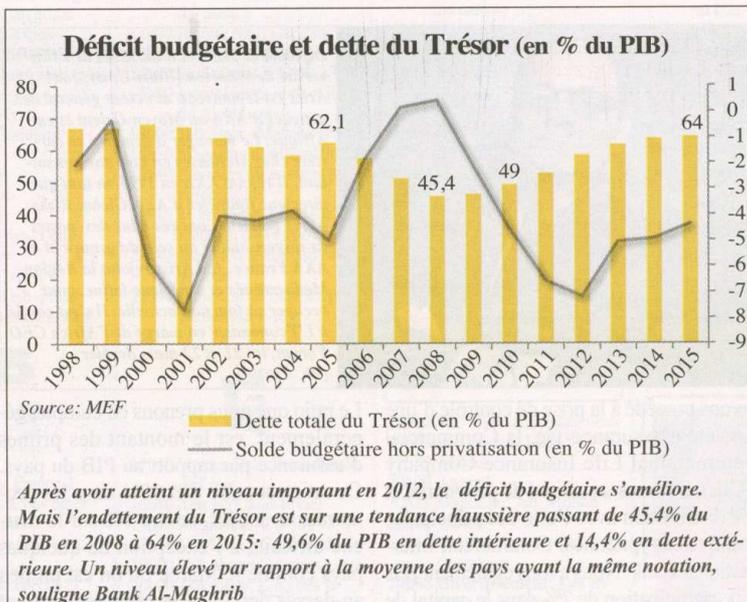
# Le délai de paiement, la vraie gangrène

• La banque centrale revient à la charge sur ce fléau

• 1,5 milliard de dirhams accordés aux TPME en difficultés

• Le non-agricole peine à décoller

«**L**A plupart des difficultés des entreprises sont liées aux délais de paiement». La déclaration de Abdellatif Jouahri, wali de Bank Al-Maghrib, confirme encore une fois l'un des principaux obstacles auxquels se heurte la très petite et la moyenne entreprise (TPME). Le risque dans ce cas est la faillite puisque ces structures ont du mal à se financer. Au-delà de 30 jours de retard de paiement, le risque de défaillance est multiplié par 6 (cf. L'Economiste N° 4683 du 08/01/2016). Au Conseil national de l'entreprise, tenu à Agadir, le gouverneur de la banque centrale est revenu sur les mesures en faveur de la moyenne et très



petites entreprises, en particulier le fonds de soutien financier.

Destiné au cofinancement avec les établissements de crédit des TPME viables

mais connaissant des difficultés passagères, ce fonds a démarré ses activités au quatrième trimestre 2014. Et à fin mars 2016, 237 dossiers ont été traités pour un montant total de 1,5 milliard de dirhams. Les TPME bénéficiaires relèvent de l'industrie (48%), la distribution et commerce (22%), les BTP (23%) ainsi que les services (7%).

Jouahri s'est également attelé à une analyse approfondie de la situation économique. Une manière aussi de justifier le taux de croissance de 1% annoncé par l'Institution et qui a été vivement critiqué.

2014 au lieu de 15% en 1998, l'activité agricole impacte la croissance globale du PIB. Le secteur demeure le plus grand employeur avec un volume de 39,9% en moyenne entre 2008 et 2014!

Cela renvoie aussi à la difficulté du secteur non agricole à jouer pleinement le rôle de locomotive de l'économie. Les stratégies sectorielles lancées n'ont pas encore produit les effets escomptés. Les exportations de l'automobile ont certes dépassé celles des phosphates mais l'impact des performances à l'export de cette industrie sur l'emploi et la croissance ainsi que le taux d'intégration n'a pas été «cerné» par la banque centrale.

Au niveau sectoriel, le diagnostic est loin d'être réjouissant comme cela a été souligné auparavant par le Haut commissariat au Plan. La croissance des industries de transformation, à savoir l'alimentaire et tabacs, le textile et cuir, la chimie et parachimie, l'industrie mécanique, métallurgique et électrique, le raffinage du pétrole, a ralenti. Elle est passée de 3,4% entre 2000 et 2008 à 0,9% sur la période 2012-2015. Sa part dans le PIB a baissé de 17% entre 2000 et 2007 à 15,5% sur la période 2008-2014. L'emploi dans le secteur a également reculé passant de 12,8% à 11,9% respectivement durant ces deux périodes.

Les services, qui restent le moteur de la croissance, connaissent une décélération. Ce secteur a enregistré une baisse de la création d'emplois depuis 2013: 32.000 postes en 2015 contre 42.000 en 2014 et

## Pas assez de créations d'emplois

**L** faut 160.000 postes en moyenne annuelle pour stabiliser le taux de chômage à son niveau de 2015, soit 9,7%. Un véritable challenge surtout que sur les dernières années, l'économie a généré de moins en moins d'emplois. De 168.000 en moyenne entre 2001 et 2008, à 80.000 entre 2009 et 2012 et 56.000 emplois créés à peine entre 2013 et 2015. Le tout sachant que les services qui restent le principal pourvoyeur créent des emplois précaires en particulier dans le «commerce et réparation» et les «services personnels et domestiques».

Par ailleurs, le cadre macroéconomique continue à s'améliorer: un déficit budgétaire de 3,7% du PIB est attendu en 2016 et 3,1% en 2017. Cela est attribué à la baisse du cours du pétrole et aux entrées des dons du Conseil de coopération du Golfe. «Ces mêmes facteurs, conjugués à la poursuite de la performance à l'export, notamment de l'automobile devraient se traduire par une atténuation du déficit du compte courant à 0,1% du PIB en 2016 et à 0,3% en 2017», note le wali de la banque centrale. □

Le net ralentissement attendu en 2016 s'explique par la baisse de 13,8% de la valeur ajoutée agricole. Surtout que la production céréalière ne devrait pas dépasser 38 millions de quintaux alors que la croissance du non agricole tournerait autour de 3%.

Les prévisions sont néanmoins relativement optimistes pour 2017 sous réserve d'une récolte céréalière moyenne de 70 millions de quintaux. Car malgré la baisse de sa part dans le PIB à environ 11% en

101.000 en 2013. Le tourisme en particulier accuse le coup de l'atonie de l'activité des pays partenaires du climat d'insécurité régional. Autre secteur qui connaît un ralentissement: le BTP. Sa croissance moyenne a reculé à 1,4% entre 2012 et 2015 contre 4,5% entre 2008 et 2011 et 7,5% entre 2000 et 2007. □

K. M.

Pour réagir à cet article:  
courrier@economiste.com